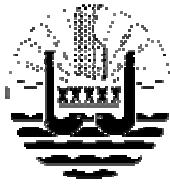


ASSEMBLÉE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE

COMMISSION D'ENQUÊTE



AUDITIONS

chargée de recueillir tous
éléments d'information sur les
conséquences des essais
nucléaires aériens entre 1966
et 1974 pour les populations
de la Polynésie française

M. Témauri Foster
Audition du 30 août 2005

M. Témauri Foster est maire de Hao depuis 1990. Il a exercé des fonctions gouvernementales comme ministre des transports.

M. Témauri Foster : Je n'ai guère connu la période des essais atmosphériques mais je revenais sur Hao pour les vacances scolaires. Je me suis pourtant informé sur ce qui s'était passé pendant cette période.

Je sais que des éléments de la bombe étaient assemblés à Hao. Ces éléments arrivaient par avion militaire sur la piste, étaient déchargés et transportés au Centre technique CEA pour y être assemblés et envoyés à Moruroa. Il n'y a pas eu d'essais nucléaires sur Hao.

Mme Unutea Hirshon : Il y avait aussi d'autres opérations effectuées sur Hao. Les avions Vautour qui passaient dans le nuage radioactif étaient nettoyés sur l'aire de décontamination située en bout de la piste d'aviation ? Sais-tu si cette aire de décontamination a été détruite ?

M. Témauri Foster – Je ne pense pas.

Mme Unutea Hirshon : Le Centre Technique CEA avait la charge d'examiner les prélèvements de poussières et gaz radioactifs effectués dans le nuage radioactif par les avions Vautour et par les missiles spéciaux qui étaient tirés dans le nuage. Cela se faisait dans des laboratoires du CEA où se trouvaient des installations spéciales pour manipuler des matières radioactives. Ces installations existent-elles encore aujourd'hui ?

M. Témauri Foster – Elles ont dû être détruites quand les militaires sont partis de Hao en 2000, mais il faudrait vérifier.

Mme Unutea Hirshon : On ignore dans quelles conditions ces installations ont été détruites. Normalement, dans l'industrie nucléaire les gravats et autres matériaux issus de la destruction de tels laboratoires doivent être traités comme des déchets nucléaires, mis en fûts et stockés dans un site approprié pour des années ? As-tu des informations là-dessus ?

M. Témauri Foster - Non. Mais je crains que si l'on parle de tout ça, c'est la fin de tous nos projets de développement. Les investisseurs ne voudront jamais venir s'ils savent qu'il y a des problèmes de radioactivité. Beaucoup de nos projets de développement de Hao ont déjà capoté et aujourd'hui, revenir sur ses problèmes va tout remettre en cause.

Mme Unutea Hirshon : On ne peut pas éluder le passé qui est ce qu'il est. Il est quand même important de savoir ce qui s'est passé sur cet atoll du temps des essais nucléaires. Il faut en faire un bilan dans la transparence. Or nous ne savons pratiquement rien de ce qui a été fait pour le nettoyage de Hao. Pour Moruroa et Fangataufa, il y a eu l'expertise de l'AIEA, mais rien sur Hao et pourtant à Hao, il y a eu des « manipulations » de matières nucléaires. Il importe de voir ce qui en reste

aujourd'hui. C'est une assurance pour l'avenir. Nous pensons que nous avons le droit de demander ce qui s'est fait ici et au besoin de demander le nettoyage si on trouve des problèmes. Nous ne voulons pas dire que tout l'atoll est radioactif et qu'il est condamné. Bien au contraire, nous pensons que si on veut implanter de nouvelles activités, nous devons avoir des assurances que tout est propre.

M. Temauri Foster – Vous avez peut-être raison, mais ma préoccupation aujourd'hui, c'est le développement de Hao. Cela fait des années que je me bats pour mettre en place des projets et jusqu'à présent rien n'a abouti. En 1964, il y avait environ 160 habitants sur Hao et aujourd'hui près de 1600. Sur 250 familles, on compte 155 chefs de familles qui n'ont plus d'emploi. C'est quand même ma préoccupation de maire...

Nous avons des problèmes d'urbanisme. Pendant près de 40 ans, notre petit village a vu sa population quasiment multipliée par 10 du fait du développement du CEP chez nous. Mais le village a été coincé entre la zone militaire au nord et la zone CEA au sud. Les habitations sont maintenant entassées et il faudrait pouvoir créer des lotissements pour « aérer » le village. Les terrains de l'armée ont été cédés au Territoire ce qui fait que nous devons négocier pour les viabiliser et mettre en place un plan de restructuration du village.

Mme Unutea Hirshon : Ne serait-il pas possible de faire comme ce qui se met en place à Bora Bora où on met en place des structures pour permettre d'attirer des touristes américains qui avaient vécu la période de la 2^{ème} guerre mondiale à Bora Bora. On y fait même un musée... A Hao plusieurs milliers de militaires français sont passés sur la base aérienne... Beaucoup en ont gardé de bons souvenirs quand même. Je suis sûr qu'il y a là une « niche touristique » à exploiter. Avec leurs familles cela fait du monde potentiellement, mais il faudrait des structures d'accueil et de mémoire de cette période.

M. Temauri Foster : J'ai eu cette idée d'un petit musée sur l'histoire de la présence du CEP, mais je n'arrive pas à obtenir les photos de l'Armée... De plus, je n'ai pas réussi à faire admettre aux propriétaires privés de céder des terres pour des aménagements de tourisme. Dès qu'il est question de terres, c'est presque insoluble. Alors si l'on veut créer des activités pour développer, on se heurte à ce problème.

Mme Unutea Hirshon : Je pense qu'il faut admettre que même si Hao a bénéficié de la présence militaire, cela a quand même créé un déséquilibre qui aujourd'hui s'avère préjudiciable pour le développement. C'est d'abord le doute qui reste sur l'état radiologique de certaines zones : ce doute peut être levé par une mission qui fera le point. A long terme ce ne peut être qu'une bonne chose. Nous avons maintenant beaucoup de témoignages d'anciens militaires qui étaient sur Hao à l'époque des essais atmosphériques. Nous avons même des photos. Il y a eu des opérations « douteuses » faites par les Armées qui n'ont pas effectué le nettoyage des sites et la gestion des déchets contaminés selon les règles en vigueur. Nous aurons besoin de demander des informations pour que toute la transparence se fasse, même s'il y a eu des erreurs comme les rejets en mer d'avions entiers et d'autres déchets radioactifs. La France n'est pas le seul pays à avoir pratiqué ainsi : dans l'Atlantique, les Etats européens ont rejeté des milliers de fûts de déchets radioactifs dans les années 60 à 80, mais aujourd'hui, un traité international interdit ces rejets et les Etats ont dû établir une cartographie de tous ces rejets. On sait où ces rejets dans l'Atlantique ont été faits et c'est utile pour la mémoire. Il n'y a pas de raison qu'on ne fasse pas la même chose ici.

Cela ne veut pas dire non plus que l'océan entier est contaminé et qu'on ne peut plus rien y faire. On mange bien le poisson pêché dans l'Atlantique. Mais les Polynésiens ont le droit de savoir exactement ce qu'on a fait chez eux.

Mme Unutea Hirshon : Qu'en est-il de la ciguatera à Hao ?

M. Temauri Foster – Il y a eu des périodes où cela a posé des problèmes. C'est lié à tous les travaux effectués sur l'atoll, à l'élargissement de la passe. Aujourd'hui il y a des espèces qui ont la maladie, mais on les connaît. Il y a moins de cas de ciguatera. Il faut dire que de grosses marées ont permis de bien renouveler les eaux du lagon.

Mme Unutea Hirshon : La Commission n'a pas pour seul objectif de faire le bilan du passé et de constater ce qui reste aujourd'hui comme radioactivité. La Commission aura des propositions à faire, notamment de répercuter ce qu'elle aura entendu de la part des hommes politiques, des responsables de santé, des anciens travailleurs de Moruroa. Nous voulons aussi travailler pour l'avenir.

M. Temauri Foster : Justement, nous avons des problèmes dans le domaine de la santé. Du temps du CEP et des militaires, nous avons un hôpital avec un bloc opératoire moderne. Au départ des Armées, l'hôpital a été fermé et transformé en infirmerie. Ce n'est pas satisfaisant. J'essaie d'en parler avec la ministre de la Santé. Nous avons, en plus des besoins de santé de la population, un collège de 300 élèves et pas de médecin scolaire. Ce n'est pas normal.

Nous aurions pu ici créer un hôpital pour les Tuamotu de l'Est, y implanter une structure pour les évacuations sanitaires, avec un petit avion pour aller dans les îles qui ne peuvent pas recevoir les ATR. Cela coûterait certainement moins cher que de faire venir l'avion de Tahiti. Parfois des petites interventions pourraient être réglées ici à Hao.

Trop souvent, nous les élus locaux, nous disons les problèmes tels que nous les rencontrons, mais à Tahiti, on ne nous fait pas confiance et on nous refuse les moyens.

Mme Unutea Hirshon : Comment s'est fait le transfert du terrain d'aviation au Territoire ?

M. Temauri Foster – Les militaires ont fait pour le mieux. Certaines installations, nous les avons gardées, surtout les hangars qui sont encore en bon état. Le reste a été détruit comme on l'avait demandé en accord avec la population.

Mais les armées dépensaient chaque année, pour l'entretien de la piste et de la base militaire près d'1,5 milliard de FCP. Ce qui a fait litige avec l'ancien gouvernement, c'est que cette somme était prélevée sur le fonds de reconversion versé par la France au Territoire. Les militaires prétextaient qu'ils remplissaient des tâches territoriales puisque Hao servait d'escale pour les ATR. Le gouvernement d'alors a demandé le départ des militaires et le milliard a atterri dans les caisses du Territoire. Aujourd'hui, Hao ne touche rien. C'est une injustice à notre égard.

Mme Unutea Hirshon : Si l'on veut réparer ça, faut-il réclamer plus d'argent à la France ? Ce n'est pas exclu puisqu'il y a eu préjudice à de nombreux niveaux à votre égard. Mais ne faut-il aussi négocier avec le Territoire pour une affectation de crédits pour le développement ?

M. Temauri Foster – Je penche plutôt pour que la France fasse une rallonge pour Hao.

Mme Unutea Hirshon : Il faudra certainement trouver des arguments dans ce sens. Quand j'essaie de voir ce que font les Américains aux Marshall depuis maintenant plus de 30 ans, nos demandes ne seraient pas complètement utopiques. Encore aujourd'hui, en 2005, le Congrès des Etats-Unis vient de voter des crédits pour aider les gens de Rongelap à construire et à faire fonctionner un centre de santé, parce qu'il y a des problèmes de santé dans la population de Rongelap, d'Eniwetok et de Bikini. Les Etats-Unis sont pragmatiques : on reconnaît ses erreurs, on constate qu'il y a des problèmes et donc on répare ! Ca paraît logique et c'est dans ce sens que nous voulons travailler.